ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre du Commerce extérieur, le 20 septembre 1991, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "réglementant l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente", a donné le 16 décembre 1991 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 20 september 1991 door de Minister van Buitenlandse Handel verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de in-, uit- en doorvoer van wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik dienstig materieel en de daaraan verbonden technologie", heeft op 16 december 1991 het volgend advies gegeven :

OBSERVATION PRELIMINAIRE

I. Les chambres législatives ont été dissoutes le 17 octobre 1991 et leur renouvellement, entamé par les élections qui ont eu lieu le 24 novembre 1991, n'est pas achevé au moment où est donné le présent avis, les nouvelles chambres, réunies pour la première fois ce jour, devant encore procéder à la vérification des pouvoirs de leurs membres et le Sénat élire les sénateurs cooptés.

Par ailleurs, le Gouvernement a présenté sa démission au Roi qui l'a acceptée.

Il s'ensuit qu'actuellement, le Gouvernement doit se borner à expédier les affaires courantes.

Le Conseil d'Etat, qui n'a pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier, en période d'affaires courantes, la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires, ne peut se prononcer sur le point de savoir si l'arrêté en projet relève bien des compétences limitées du Gouvernement et si les auteurs du projet sont autorisés à le proposer au Roi et à Lui accorder leur contreseing.

Toutefois, le Conseil d'Etat croit devoir faire observer, à cet égard, que l'arrêté en projet, qui tend à exécuter la loi du 5 août 1991 relative à l'importation, l'exportation et le transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente, entend régler une matière,

non seulement importante, mais aussi délicate, qui a suscité des difficultés telles qu'elles avaient déjà antérieurement conduit le premier ministre à présenter la démission du Gouvernement au Roi.

Par ailleurs, le législateur a marqué nettement son souci de renforcer le contrôle du Parlement sur l'exercice par le Roi, dans cette matière particulière, des pouvoirs très larges que Lui confèrent de nombreuses habilitations contenues dans ladite loi du 5 août 1991, en prévoyant, à l'article 14 de cette loi, que le Gouvernement devra annuellement faire rapport au Parlement sur l'application de la loi, notamment sur l'évolution des exportations, sur les problèmes particuliers qui se seront posés et sur les modifications éventuelles à apporter à la réglementation et aux procédures.

Si le Gouvernement entend néanmoins adopter le projet, il lui incombe d'indiquer, dans le rapport au Roi, les éléments de fait et de droit qui démontrent qu'il est nécessaire et urgent que les mesures envisagées soient prises pour conjurer un danger ou un préjudice grave que tout retard ferait courir aux intérêts fondamentaux dont le Gouvernement a la charge.

C'est sous réserve de cette observation que le présent avis est donné.

II. Avant d'être soumis à l'avis du Conseil d'Etat, l'arrêté en projet a été délibéré en conseil des ministres.

Toutefois, le 29 septembre 1991, a été pris, après délibération de ce même conseil des ministres, un arrêté portant création des comités ministériels pour les licences d'exportation.

Or, l'arrêté en projet, en son chapitre III, institue, lui aussi, un comité interministériel chargé spécialement du contrôle des exportations et du transit de matériel militaire et organise la procédure de consultation de ce comité.

Il y a, en ce qui concerne l'exportation et le transit de matériel militaire, une évidente discordance entre les deux textes.

Indépendamment du point de savoir si l'arrêté du 29 septembre 1991 est légal, la question se pose de savoir si l'intention des auteurs de l'arrêté en projet, qui serait pris postérieurement à celui du 29 septembre 1991, est d'abroger implicitement, en ce qui concerne le matériel militaire, les dispositions de ce dernier arrêté.

Il y a là un élément nouveau qui requiert une nouvelle délibération du conseil des ministres sur le maintien ou la modification du chapitre III, sur lequel, dès lors, le Conseil d'Etat croit devoir s'abstenir de donner son avis.

Le cas échéant, les dispositions de ce chapitre devront être, à nouveau, soumises à la consultation de la section de législation, après la nouvelle délibération du conseil des ministres.

Préambule.

Doivent seulement être visées au préambule les dispositions hiérarchiquement supérieures à l'arrêté en projet, qui en constituent la base juridique, ainsi que l'accomplissement des formalités préalables obligatoires.

Par ailleurs, l'article 1er, alinéa 2, de la loi du 5 août 1991 relative à l'importation, à l'exportation et au transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente, précise que les règles qu'elle contient dérogent à la loi du 11 septembre 1962 relative à l'importation, à l'exportation et au transit de marchandises; il n'y a, dès lors, pas lieu de viser l'article 4 de cette dernière loi, comme le fait, à tort, l'alinéa 2 du préambule en projet.

En conséquence, le préambule doit être rédigé comme suit :

"Vu la convention coordonnée instituant l'Union économique belgo-luxembourgeoise, notamment l'article 32;

Vu la loi du 5 août 1991 relative à l'importation, à l'exportation et au transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente;

Vu l'avis de la Commission administrative belgo-luxembourgeoise;

Vu l'avis de la Commission économique interministérielle;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition ...".

Dispositif.

Article 1er.

Telle qu'elle est rédigée, la disposition en projet manque de clarté. Il est suggéré d'en faire deux articles distincts, rédigés comme suit :

"Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par "la loi", la loi du 5 août 1991 relative à l'importation, à l'exportation et au transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente.

Art. 2. Sont considérés comme armes, munitions, matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente, en application de l'article 1er, alinéa 1er, b), de la loi, tout ce que mentionne la liste en annexe".

La numérotation des articles suivants doit être adaptée en conséquence.

Article 2 (devenant l'article 3).

1. Les termes "et sans préjudice des engagements internationaux contractés en la matière", utilisés dans les deux alinéas, doivent être omis, car il va de soi que l'arrêté en projet ne pourrait déroger à de tels engagements.

2. L'alinéa 1er serait, par ailleurs, mieux rédigé comme suit :

"Art. 3. Sont interdits, en application de l'article 2, alinéa 1er, de la loi, l'importation ... y afférente, mentionnés dans la première catégorie de la liste en annexe".

3. L'alinéa 2 gagnerait à être divisé en deux alinéas, rédigés comme suit :

"Sont soumis à licence, en application de l'article 2, alinéa 2, de la loi, l'exportation et le transit des armes, des munitions, du matériel et de la technologie y afférente, mentionnés dans la deuxième catégorie, section première, de la liste en annexe.

Sont également soumis à licence, en application de l'article 2, alinéa 2, de la loi, l'importation des armes, des munitions, du matériel et de la technologie y afférente mentionnés dans la deuxième catégorie, section 2, de la liste en annexe".

Article 3 (devenant l'article 4).

Alinéa 1er.

Il ressort des travaux préparatoires de la loi du 5 août 1991 et des explications du délégué du Gouvernement que la volonté de celui-ci est d'harmoniser la terminologie et les procédures avec celles qui sont prévues par la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, modifiée par la loi du 30 janvier 1991.

Il en résultera, notamment, que l'agrément délivré en application de la loi du 3 janvier 1933 constituera une condition de recevabilité de la demande de licence introduite en vertu de la loi du 5 août 1991 et de l'arrêté en projet.

Il est, par ailleurs, inutile et déconseillé de faire réserve des dispositions transitoires d'un texte auquel il est renvoyé, la dérogation étant de l'essence même de telles dispositions.

En conséquence, l'alinéa 1er de l'article en projet devrait être rédigé comme suit :

"Art. 4. Lorsqu'une demande de licence d'importation, d'exportation ou de transit est introduite, conformément au présent arrêté, pour des marchandises dont le commerce requiert un agrément en vertu de la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions, la production de l'agrément constitue une condition de recevabilité de la demande".

Alinéa 2.

Cet alinéa pourrait être rédigé de la manière suivante :

"Lorsque l'agrément, prévu par la loi précitée du 3 janvier 1933 est suspendu, retiré, limité à des opérations, à des armes ou à des munitions déterminées, ou limité à une durée déterminée, le gouverneur de province en informe simultanément l'Office central des contingents et licences et le titulaire de l'agrément".

Alinéa 3.

Le texte suivant est proposé :

"Les licences en cours, accordées en vertu de la loi précitée du 3 janvier 1933, sont, à la date de la notification prévue à l'alinéa 2, suspendues, retirées ou limitée, selon le cas".

Alinéa 4.

L’alinéa 4 s’écrira :

"L’Office central des contingents et licences informe le gouverneur de province de la sanction prise à l’égard de l’intéressé en application de l’article 12 de la loi".

Toutefois, cette disposition trouverait mieux sa place à l’article 14, sous un paragraphe 7 nouveau.

Article 4 (devenant l’article 5).

1. Dans la version française du paragraphe 1er, alinéa 1er, il faut écrire :

"Art. 5. Les demandes de licences d’exportation d’armes, de munitions ...".

2. L’alinéa 2 du même paragraphe doit être rédigé comme suit :

"Les ministres qui ont les Affaires économiques, les Affaires étrangères et le Commerce extérieur dans leurs attributions déterminent la forme et le contenu de ces documents, après avoir pris l’avis de la Commission économique interministérielle".

3. Le texte néerlandais du paragraphe 2, in fine, devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

4. Le texte néerlandais du paragraphe 3 devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 5 (devenant l'article 6).

1. A la fin de l'alinéa 1er, dans la version française, on écrira : "... et de leur mise en consommation par l'importateur".

2. L'alinéa 2 doit être rédigé comme suit :

"Cette preuve est faite, soit par le document délivré par l'Administration des douanes du pays importateur établissant que les marchandises exportées ont été déclarées pour la consommation, soit par tout autre document établissant la prise en charge directe de ces marchandises par l'autorité qualifiée du pays importateur ou par tout opérateur mandaté par elle".

Article 6 (devenant l'article 7).

Alinéa 1er.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er devrait être rédigé comme il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Alinéas 2 et 3.

En vertu de l'article 2, alinéa 2, de la loi du 5 août 1991, le Roi doit soumettre, notamment, à un régime de licence de transit, les armes, munitions et matériel devant servir spécialement à un usage militaire et la technologie y afférente, autres que ceux dont le transit est interdit.

Cette disposition légale ne prévoyant aucune exception, il ne revient pas au Roi, dans un texte réglementaire, de prévoir qu'aucune licence n'est exigée pour de telles marchandises, lorsqu'elles sont expédiées en transit mais sans transbordement ou changement de moyens de transport.

Il s'ensuit que l'alinéa 2 doit être omis, de même que l'alinéa 3 qui se borne à le compléter.

Article 7 (devenant l'article 8).

Le texte suivant est proposé :

"Art. 8. L'octroi d'une licence d'exportation ou de transit peut être subordonné, par l'autorité qui la délivre, à une déclaration par laquelle l'exportateur ou le transitaire s'engage à faire connaître, dans un délai de trois jours

précédant le transport, les samedis, dimanches et jours fériés légaux non compris :

1° les modalités du transport des marchandises;

2° le bureau de dédouanement;

3° le jour, l'heure et le lieu de sortie du territoire.

Ces informations sont portées à la connaissance des services de l'Inspection générale économique du ministère des Affaires économiques".

Article 8.

1. Le paragraphe 1er comporte une subdélégation, par le Roi, du pouvoir réglementaire, qu'Il tient de la loi, aux ministres des Affaires économiques, des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.

Une telle subdélégation, par laquelle le Roi se prive d'une grande partie des pouvoirs que la loi Lui confère, n'est pas admissible.

2. Le paragraphe 2 en projet entend déroger à l'article 2, alinéa 2, de la loi du 5 août 1991, en ce qui concerne les marchandises faisant l'objet de transferts directs entre forces militaires de pays membres de l'Alliance Atlantique.

Outre qu'il n'appartient pas au Roi de déroger à la loi, la disposition en projet donne à l'article 2, alinéa 2, de ladite loi une protée qu'il ne peut avoir, puisque le législateur ne peut être supposé contrevenir aux engagements internationaux souscrits par la Belgique dans le cadre du Traité de l'Atlantique Nord, à savoir la convention entre les Etats parties au Traité de l'Atlantique Nord sur le statut de leurs forces, signée à Londres le 19 juin 1951 (articles VI et XI de la convention).

Il suit de ce qui précède que l'article 8 doit être omis.

Article 9.

1. Pour respecter la terminologie plus adéquate qu'utilise le Code de commerce (article 271), mieux vaut écrire au paragraphe 1er, alinéa 1er :

"Art. 9. § 1er. Aucun navire, ni bâtiment, naviguant sous quelque pavillon que ce soit, qui transport des armes, des munitions ou du matériel visés à l'article 6 ne peut quitter un port belge avant qu'ait été présenté aux autorités

douanières un plan de route détaillé précisant toutes les escales, y compris le port de destination finale ou les marchandises seront déchargées".

2. L'alinéa 2 doit être rédigé comme suit :

"Les armes, les munitions et le matériel visés à l'alinéa 1er ne sont dédouanés que sur la présentation d'une déclaration générale à laquelle est jointe une copie certifiée conforme du plan de route. Une copie de ce plan est également annexée à la demande de quitter le port adressée au commissaire maritime".

3. Le texte suivant est proposé pour le paragraphe 2 :

"§ 2. Aucun aéronef, de quelque nationalité que ce soit, qui transporte des armes, des munitions ou du matériel visés à l'article 6, ne peut décoller avant qu'ait été présenté aux autorités douanières un manifeste de marchandises qui, en plus des marques de nationalité et d'immatriculation et des lieux de chargement et de déchargement, mentionne toutes les escales".

Cette rédaction tient compte de ce que la disposition en projet, comme aussi celle du paragraphe 1er, concernant les navires, doit être comprise comme instaurant un mécanisme destiné à assurer le contrôle du respect des conditions mises à l'octroi de la licence.

Tel que le texte en projet est rédigé, il ne le fait pas apparaître suffisamment.

On peut, par ailleurs, relever que le paragraphe 2 inclut l'hypothèse d'armes, de munitions ou de matériel "se trouvant déjà à bord", ce qui pourrait faire croire qu'un régime de licences serait nécessaire pour des aéronefs faisant, sans transit, des escales techniques sur le territoire belge. Or, su une telle interprétation devait être retenue, le texte en projet ne trouverait, dans la loi du 5 août 1991, aucun fondement.

Article 10.

L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"Art. 10. les ministres ayant les Affaires économiques, les Affaires étrangères et le Commerce extérieur dans leurs attributions peuvent, conjointement, arrêter, après avoir pris l'avis de la Commission économique interministérielle, des dispositions dérogatoires.

Ces dispositions ne peuvent concerner que :

1° les armes de défense ou de panoplie (1), telles qu'elles sont définies par la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions;

2° les armes de chasse;

---

(1) Dans son état actuel, la loi du 3 janvier 1933 relative à la fabrication, au commerce et au port des armes et au commerce des munitions ne vise pas les armes de collection.

3° les armes visées à l'article 27, alinéa 2, de la loi précitée".

Article 14.

1. Les paragraphes 1er et 2 seraient mieux rédigés de la manière suivante :

"Art. 14. § 1er. Les services de l'Administration des douanes et accises, ceux de l'Inspection générale économique ainsi que ceux du Banc d'épreuve des armes à feu portent, sans délai, ... dont ils ont connaissance, concernant :

1° les opérations ou les tentatives d'opérations d'importation, d'exportation ou de transit, effectuées en infraction à la loi ou les détournements de trafic;

2° leurs auteurs présumés.

§ 2. Toute administration publique détenant des informations ... à la législation visée au paragraphe 1er, est tenu de concourir à la constitution des dossiers par l'Office central des contigents et licences".

2. Le paragraphe 3, alinéa 2, qui prévoit que toutes les demandes nouvelles de licences introduites par l'intéressé sont tenues en suspens à titre conservatoire, en attendant que soit prise la sanction administrative prévue à l'article 12 de la loi, excéde les compétences du Roi. Celui-ci ne trouve, en effet, dans la loi, et notamment dans cet article 12, aucune base légale suffisante pour édicter une telle règle.

L'alinéa 2 du paragraphe 3 doit donc être omis.

3. En ce qui concerne les règles énoncées au paragraphe 3, alinéa 1er, ainsi qu'aux paragraphes 4 à 6, elles sont destinées, comme le révèle le rapport au Roi, à exécuter ledit article 12 de la loi. Cette disposition légale prévoit, en effet, que la licence d'importation, d'exportation ou de transit peut être refusée, pendant une période de six mois, à la personne physique ou morale qui a commis l'un des faits qu'elle énumère.

Pour mieux faire apparaître cette intention, il serait préférable de rédiger comme suit le paragraphe 3, alinéa 1er :

"§ 3. En vue de l'application de l'article 12 de la loi, le ministre des Affaires économiques informe l'intéressé, par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception, des faits qui ont été constatés et qui lui sont reprochés et l'avertit que la mesure prévue par cette disposition légale est envisagée".

Par ailleurs, l'expression "endéans le délai" doit être bannie. Il faut donc écrire, dans la version française

des paragraphes 4 et 5 : "dans le même délai" et "dans un délai de trente jours". En outre, aux mêmes paragraphes, il n'y a pas lieu d'utiliser les termes "jours ouvrables"; il faut écrire : "... jours, les samedis, dimanches et jours fériés légaux non compris".

Le texte néerlandais du paragraphe 4, alinéa 1er, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

De plus, au paragraphe 5, il serait plus simple d'écrire :

"§ 5. Dans les trente jours ... de la réception de la lettre recommandée prévue au paragraphe 3, les ministres ... prennent conjointement, s'il y a lieu, la mesure prévue par l'article 12 de la loi et fixent, conformément à cette dernière disposition légale, la période pendant laquelle cette mesure sera applicable".

Enfin, au paragraphe 6, il faut écrire :

"§ 6. la décision est notifiée aussitôt à l'intéressé par le ministre des Affaires économiques, par lettre recommandée à la poste.

Elle produit ses effets à compter de la notification prévue au paragraphe 3".

Article 15.

Il est proposé de rédiger la disposition de la manière suivante :

"Art. 15. Entrent en vigueur dix jours après la publication du présent arrêté au Moniteur belge :

1° la loi du 5 août 1991 relative à l'importation, à l'exportation et au transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente;

2° le présent arrêté".

Observation finale.

1. Dans la version française, il faut écrire "chapitre premier", "section première", "article 1er" et "§ 1er".

De même, on écrira : "sur la base"; "dans le délai"; "alinéa 1er" (et non "1er alinéa").

2. La division en paragraphes n'est pas justifiée lorsque chacun d'eux ne comporte qu'un seul alinéa.

3. Lorsqu'il est fait référence à un autre article du projet ou à ses annexes, il n'y a pas lieu d'ajouter les mots "du présent arrêté" ou "au présent arrêté".

4. La version française du projet abuse de l'emploi de majuscules. Ainsi, il faut écrire : "Office central des contingents et licences", "gouverneur de province", "ministres des Affaires économiques, des Affaires étrangères et du Commerce extérieur", "services de l'Inspec-

tion générale économique du ministère des Affaires économiques", "Alliance atlantique", "Office national du ducroire" etc.

5. Il faut écrire les délais en lettres et non en chiffres.

6. Il y a lieu d'omettre les membres de phrases qui commencent par les mots "Sans préjudice de ...", lorsqu'ils se réfèrent à des dispositions applicables par elles-mêmes.

7. Certaines disposition en projet emploient inutilement le verbe "devoir". Par ailleurs, le futur doit être évité.

Ainsi, mieux vaut écrire : "sont accompagnées ..." au lieu de "doivent être accompagnées ..." ou "fournit" au lieu de "devra fournir" etc.

8. D'une façon générale, le texte néerlandais du projet laisse à désirer. A titre de correction éventuelle, certaines dispositions de texte sont faites dans le présent avis. Le texte néerlandais devrait dès lors être revu.

I. De wetgevende kamers zijn op 17 oktober 1991 ontbonden en de vernieuwing ervan die begonnen is met de verkiezingen die op 24 november 1991 hebben plaatsgehad, is niet ten einde op het ogenblik dat dit advies wordt gegeven, daar de nieuwe kamers die heden voor het eerst bijeenkomen de geloofsbrieven van hun leden nog moeten onderzoeken en de Senaat nog de gecoöpteerde senatoren moet verkiezen.

Bovendien heeft de Regering haar ontslag aangeboden aan de Koning, die het heeft aanvaard.

Hieruit volgt dat de Regering er zich momenteel toe moet beperken de lopende zaken af te handelen.

De Raad van State, die geen kennis heeft van alle feitelijke gegevens die de Regering in aanmerking kan nemen wanneer zij in een periode van lopende zaken moet oordelen of het noodzakelijk is verordeningsbepalingen vast te stellen of te wijzigen, kan zich niet uitspreken over de vraag of het ontworpen besluit wel tot de beperkte bevoegdheid van de Regering behoort en of de indieners van het ontwerp het aan de Koning mogen voorstellen en samen met hem mogen ondertekenen.

De Raad van State meent evenwel in dat opzicht te moeten opmerken dat het ontworpen besluit, dat erop gericht is uitvoering te geven aan de wet van 5 augustus 1991 betreffende de in-, uit- en doorvoer van wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik dienstig materieel en daaraan verbonden technologie, een niet alleen belangrijke, doch tevens delicate aangelegenheid wil

regelen die reeds zodanige moeilijkheden heeft opgeleverd dat zij in het verleden er de eerste minister toe gebracht hebben het ontslag van de Regering aan de Koning aan te bieden.

Bovendien heeft de wetgever duidelijk gestreefd naar een grotere controle van het parlement op het door de Koning uitoefenen van de zeer ruime bevoegdheden die verscheidene machtigingen vervat in de genoemde wet van 5 augustus 1991 Hem in die aangelegenheid verlenen, door in artikel 14 van die wet te bepalen dat de Regering jaarlijks aan het parlement verslag moet uitbrengen over de toepassing van de wet, met name over de ontwikkeling van de export, over de bijzondere problemen die zullen zijn gerezen en over de eventuele wijzigingen van de regelgeving en de procedures.

Indien de Regering het ontwerp niettemin wil vaststellen, moet zij in het verslag aan de Koning melding maken van de feitelijke en juridische gegevens die aantonen dat het noodzakelijk en dringend is dat de in uitzicht gestelde maatregelen worden genomen om het hoofd te bieden aan een gevaar of een ernstig nadeel dat, ten gevolge van enige vertraging, de fundamentele belangen die de Regering moet behartigen, in het gedrang zou brengen.

Dit advies wordt onder dit voorbehoud gegeven.

II. Over het ontworpen besluit is in de ministerraad overleg gepleegd alvorens het ter fine van advies aan de Raad van State is voorgelegd.

Op 29 september 1991 is er nochtans een besluit houdende samenstelling van de Ministeriële Comités voor uitvoervergunningen vastgesteld nadat hierover overleg is gepleegd in diezelfde ministerraad.

Hoofdstuk III van het ontworpen besluit stelt evenwel eveneens een interministerieel comité in dat er speciaal mee belast wordt toezicht uit te oefenen op de uitvoer en de doorvoer van militair materieel en de procedure voor overleg van dit comité regelt.

Wat de uitvoer en de doorvoer van militair materieel betreft is er een in het oog springende discrepantie tussen de twee teksten.

Los van de vraag of het besluit van 29 september 1991 wettig is, rijst de vraag of de stellers van het ontworpen besluit, dat later dan dat van 29 september 1991 zou worden vastgesteld, de bedoeling hebben de bepalingen van dit besluit die betrekking hebben op het militair materieel, impliciet op te heffen.

Hierin schuilt een nieuw gegeven dat maakt dat de ministerraad opnieuw overleg moet plegen over het behoud of de wijziging van hoofdstuk III, waarover de Raad van State derhalve meent geen advies te mogen geven.

In voorkomend geval zullen de bepalingen van dit hoofdstuk opnieuw om advies moeten worden voorgelegd aan de afdeling wetgeving, wanneer de ministerraad daarover opnieuw overleg heeft gepleegd.

Aanhef.

In de aanhef moet alleen worden verwezen naar de bepalingen die hiërarchisch hoger staan dan het ontworpen besluit en hiervoor de rechtsgrond opleveren, alsmede naar de vervulling van de verplichte voorafgaande formaliteiten.

Voorts wordt in artikel 1, tweede lid, van de wet van 5 augustus 1991 betreffende de in-, uit- en doorvoer van wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik dienstig materieel en daaraan verbonden technologie, gepreciseerd dat de regels die erin vervat zijn afwijken van de wet van 11 september 1962 betreffende de in-, uit- en doorvoer van goederen; er moet derhalve niet worden verwezen naar artikel 4 van die wet, zoals ten onrechte wordt gedaan in het tweede lid van de ontworpen aanhef.

De aanhef moet bijgevolg als volgt worden geredigeerd :

"Gelet op de Gecoördineerde Overeenkomst tot oprichting van de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie, inzonderheid op artikel 32;

Gelet op de wet van 5 augustus 1991 betreffende de in-, uit- en doorvoer van wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik dienstig materieel en daaraan verbonden technologie;

Gelet op het advies van de Belgisch-Luxemburgse Administratieve Commissie;

Gelet op het advies van de Interministeriële Economische Commissie;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van ...".

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

De bepaling, zoals zij geredigeerd is, mist duidelijkheid. Er wordt in overweging gegeven er twee onderscheiden artikelen van te maken die als volgt luiden :

"Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit moet onder "de wet" worden verstaan de wet van 5 augustus 1991 betreffende de in-, uit- en doorvoer van wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik dienstig materieel en daaraan verbonden technologie.

Art. 2. Met toepassing van artikel 1, eerste lid, b), van de wet, worden als wapens, munitie, speciaal voor militair gebruik dienstig materieel en daaraan verbonden technologie beschouwd, alles wat in de bijgevoegde lijst wordt vermeld".

De hierop volgende artikelen moeten dienovereenkomstig worden vernummerd.

Artikel 2 (dat artikel 3 wordt).

1. De woorden "en onverminderd de ter zake aangegane internationale verbintenissen", die in de twee leden

voorkomen, moeten vervallen. Het is immers vanzelfsprekend dat het ontworpen besluit niet zou kunnen afwijken van dergelijke verbintenissen.

2. Het zou voorts beter zijn dat het eerste lid als volgt wordt geredigeerd :

"Art. 3. Met toepassing van artikel 2, eerste lid, van de wet, zijn de in-, de uit- en de doorvoer van de wapens, ... die in de eerste categorie van de bijgevoegde lijst voorkomen, verboden.

3. Het tweede lid zou ermee winnen indien het werd opgesplitst in twee leden, luidende :

"Met toepassing van artikel 2, tweede lid, van de wet, worden de uit- en de doorvoer van de wapens, de munitie, het materieel en de daaraan verbonden technologie, vermeld in de tweede categorie, afdeling 1, van de bijgevoegde lijst, aan vergunning verbonden".

Met toepassing van artikel 2, tweede lid, van de wet, worden de invoer van de wapens, de munitie, het materieel en de daaraan verbonden technologie vermeld in de tweede categorie, afdeling 2, van de bijgevoegde lijst, eveneens aan vergunning verbonden".

Artikel 3 (dat artikel 4 wordt).

Eerste lid.

Uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 5 augustus 1991 en de uitleg die de gemachtigde van de Regering heeft verstrekt blijkt dat de Regering de terminologie en de procedures in overeenstemming wil brengen met die van de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie, gewijzigd bij de wet van 30 januari 1991.

Hieruit volgt met name dat de erkenning die met toepassing van de wet van 3 januari 1933 wordt verleend een voorwaarde zal zijn voor de ontvankelijkheid van de vergunningsaanvraag die krachtens de wet van 5 augustus 1991 en het ontworpen besluit wordt ingediend.

Het is overigens nutteloos en niet-raadzaam voorbehoud te maken voor de overgangsbepalingen van een tekst waarnaar wordt verwezen, aangezien dergelijke bepalingen in wezen een afwijking betekenen.

Het eerste lid van het ontworpen artikel zou bijgevolg als volgt moeten worden geredigeerd :

"Art. 4. Wanneer overeenkomstig dit besluit een aanvraag om een in-, een uitvoer- of een doorvoervergunning wordt ingediend voor goederen waarvoor krachtens de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van

wapens en op de handel in munitie, een erkenning vereist is om er handel in te drijven, is het overleggen van de

erkenning een voorwaarde voor de ontvankelijkheid van de aanvraag".

Tweede lid.

Dit lid zou als volgt kunnen worden geredigeerd :

"Wanneer de door de eerdergenoemde wet van 3 januari 1933 voorgeschreven erkenning wordt geschorst, ingetrokken of beperkt tot bepaalde verrichtingen, bepaalde soorten wapens of munitie of beperkt tot een bepaalde termijn, worden de Centrale Dienst voor Contingenten en Vergunningen en de bezitter van de erkenning daarvan tegelijk op de hoogte gebracht door de provinciegouverneur".

Derde lid.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"De lopende vergunningen die krachtens de eerdergenoemde wet van 3 januari 1933 zijn afgegeven, worden op de datum van kennisgeving zoals voorgeschreven in het tweede lid, geschorst, ingetrokken of beperkt naar gelang van het geval".

Vierde lid.

Het vierde lid behoort als volgt te worden geschreven :

"De Centrale Dienst voor Contingenten en Vergunningen brengt de provinciegouverneur op de hoogte van de straf die aan de betrokkene is opgelegd met toepassing van artikel 12 van de wet".

Die bepaling zou evenwel beter op haar plaats zijn in artikel 14, in een nieuwe paragraaf 7.

Artikel 4 (dat artikel 5 wordt).

1. In de Franse tekst van paragraaf 1, eerste lid, schrijve men :

"Art. 5. Les demandes de licences d'exportation d'armes, de munitions ...".

2. Het tweede lid van dezelfde paragraaf moet als volgt luiden :

"De ministers tot wier bevoegdheid Economische Zaken, Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel behoren, bepalen de vorm en de inhoud van die documenten na het advies van de Interministeriële Economische Commissie te hebben ingewonnen".

3. Aan het slot van paragraaf 2 schrijve men :

"... verklaren dat zij de uitvoer naar het aangegeven land van bestemming toestaan".

4. In paragraaf 3 dient te worden geschreven :

"... een door de aanvrager ondertekende verbintenis om de goederen in overeenstemming met de aangevraagde vergunning uit- of door te voeren, te worden gevoegd".

Artikel 5 (dat artikel 6 wordt).

Dit artikel moet als volgt worden gesteld :

"Art. 5. Na iedere verzending van goederen, gedekt door een uitvoervergunning, levert de uitvoerder binnen een termijn van drie maanden aan de Centrale Dienst voor Contingenten en Vergunningen het bewijs van hun aankomst in het toegestane land van bestemming, en van hun inverbruikstelling door de invoerder.

Het bewijs wordt geleverd, hetzij door het document uitgereikt door het douanebestuur van het invoerend land, waaruit blijkt dat de uitgevoerde goederen voor verbruik zijn aangegeven, hetzij door enig ander document waaruit blijkt dat de bevoegde overheid van het invoerend land of enige door dat land gemachtigde operator die goederen rechtstreeks op zich neemt".

Artikel 6 (dat artikel 7 wordt).

Eerste lid.

Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te stellen :

"De algemene voorwaarden van toekenning en gebruik van de vergunningen, bepaald bij de artikelen 2 tot 8 van het koninklijk besluit van 24 oktober 1962 tot regeling van de in, uit- en doorvoer van goederen, zijn van toepassing op de vergunningen afgegeven voor de in-, de uit- en de doorvoer van wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik dienstig materieel en de daaraan verbonden technologie".

Tweede en derde lid.

Krachtens artikel 2, tweede lid, van de wet van 5 augustus 1991 moet de Koning voor de doorvoer van wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik dienstig materieel en de daaraan verbonden technologie, andere dan die waarvan de doorvoer is verboden, onder meer een stelsel van vergunningen bepalen.

Daar deze wetsbepaling in geen enkele uitzondering voorziet, komt het niet aan de Koning toe om in een verordenende tekst te bepalen dat voor zulke goederen geen enkele vergunning vereist is wanneer zij in transit worden verzonden, doch zonder overlading of verandering van transportmiddel.

Daaruit vloeit voort dat het tweede lid behoort te vervallen, net als het derde lid, dat zich ertoe bepaalt het voorgaande lid aan te vullen.

Artikel 7 (dat artikel 8 wordt).

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Art. 8. De toekenning van een uitvoer- of doorvoervergunning kan door de uitreikende overheid afhankelijk worden gesteld van een verklaring waarbij de uitvoerder of de doorvoerder zich ertoe verbindt binnen een termijn van drie dagen vóór het vervoer, zaterdagen, zondagen en wettelijke feestdagen niet inbegrepen, mede te delen :

1°de wijze van vervoer van de goederen;

2°het uitklaringskantoor;

3°de dag, het uur en de plaats van uitgang uit het grondgebied.

Die gegevens worden ter kennis gebracht van de diensten van de Economische Algemene Inspectie van het Ministerie van Economische Zaken".

Artikel 8.

1. Paragraaf 1 voorziet in de overdracht, door de Koning, van de regelgevende bevoegdheid die Hij aan de wet

ontleent, aan de Ministers van Economische Zaken, van Buitenlandse Zaken en van Buitenlandse Handel.

Zulk een overdracht van bevoegdheid, waarbij de Koning zichzelf een groot gedeelte ontzegt van de bevoegdheden die de wet Hem verleent, is niet toegestaan.

2. De ontworpen paragraaf 2 beoogt af te wijken van het bepaalde in artikel 2, tweede lid, van de wet van 5 augustus 1991, met betrekking tot de goederen die rechtstreeks worden overgedragen onder de strijdkrachten van Lid-Staten van het Atlantisch Bondgenootschap.

Naast de omstandigheid dat het niet aan de Koning toekomt om van de wet af te wijken, verleent de ontworpen bepaling aan artikel 2, tweede lid, van die wet een strekking die deze bepaling onmogelijk kan hebben, vermits de wetgever niet geacht kan worden in te gaan tegen de internationale verbintenissen die België heeft aangegaan in het kader van de Noord-Atlantische Verdragsorganisatie, te weten het Verdrag tussen de Staten die partij zijn bij het Noord-Atlantisch Verdrag, nopens de rechtspositie van hun krijgsmachten, ondertekend te Londen op 19 juni 1951 (artikelen VI en XI van het Verdrag).

Uit het voorgaande vloeit voort dat artikel 8 moet vervallen.

Artikel 9.

1. Ten einde de meer aangewezen terminologie in acht te nemen die wordt gebruikt in het Wetboek van Koophandel (artikel 271), zou het beter zijn in paragraaf 1, eerste lid, te schrijven :

"Art. 9. § 1. Geen schip of vaartuig, ongeacht de vlag waaronder het vaart, dat wapens, munitie of materieel bedoeld in artikel 6, vervoert, mag een Belgische haven verlaten vooraleer aan de douane-overheid een gedetailleerd reisplan is voorgelegd waarin alle aanleghavens worden opgegeven, daaronder begrepen de haven van eindbestemming, waar de goederen zullen worden gelost".

2. Het tweede lid moet als volgt worden gesteld :

"De wapens, de munitie en het materieel, bedoeld in het eerste lid, worden eerst uitgeklaard op voorlegging van een algemene verklaring waarbij een eensluidend verklaard afschrift van het reisplan wordt gevoegd. Een afschrift van dat plan wordt eveneens gevoegd bij het verzoek om de haven te verlaten, gericht aan de waterschout".

3. Voor paragraaf 2 wordt de volgende tekst voorgesteld :

"§ 2. Geen enkel luchtvaartuig, ongeacht zijn nationaliteit, dat wapens, munitie of materieel bedoeld in artikel 6, vervoert, mag opstijgen vooraleer aan de

douaneoverheid een manifest van goederen is voorgelegd waarin, naast de nationaliteits- en inschrijvingskentekens, alsmede de plaatsen van laden en lossen, alle aanleghavens worden opgegeven".

Deze lezing houdt rekening met de omstandigheid dat de ontworpen bepaling, net zoals het bepaalde in paragraaf 1 met betrekking tot de schepen, gelezen moet worden als een regeling waarbij een mechanisme wordt ingevoerd dat bedoeld is om de naleving te controleren van de voorwaarden gesteld in verband met de toekenning van de vergunning.

Zulks blijkt onvoldoende uit de huidige lezing van de ontworpen tekst.

Voorts valt op te merken dat paragraaf 2 het geval omvat van de wapens, de munitie of het materieel dat het luchtvaartuig "aan boord heeft", waaruit zou kunnen worden afgeleid dat een regeling inzake vergunningen nodig is voor de luchtvaartuigen die, zonder transit, technische landingen maken op het Belgische grondgebied. Mocht nu een zodanige interpretatie worden aangehouden, dan vindt de ontworpen tekst geen enkele grondslag in de wet van 5 augustus 1991.

Artikel 10.

Het zou beter zijn het eerste lid als volgt te stellen :

"Art. 10. De Ministers tot wier bevoegdheid Economische Zaken, Buitenlandse Zaken en Buitenlandse Handel behoren, kunnen gezamenlijk, na het advies van de Interministeriële Economische Commissie te hebben ingewonnen, afwijkingsbepalingen vaststellen.

Die bepalingen kunnen alleen betrekking hebben op :

1°de verweerwapens en de wapens voor wapenrekken (1), zoals bepaald bij de wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie;

2°de jachtwapens;

3°de wapens bedoeld in artikel 27, tweede lid, van voornoemde wet".

Artikel 14.

1. Het zou beter zijn de paragrafen 1 en 2 als volgt te stellen :

"Art. 14. § 1. De diensten van de Administratie der Douane en Accijnzen, die van de Economische Algemene Inspectie, alsmede die van de Proefbank voor vuurwapens

---

(1) De wet van 3 januari 1933 op de vervaardiging van, de handel in en het dragen van wapens en op de handel in munitie betreft in zijn huidige lezing niet de wapens voor verzamelingen.

brengen onverwijld de Centrale Dienst voor Contingenten en Vergunningen op de hoogte van alle vaststellingen die zij hebben gedaan, alsook van alle inlichtingen waarvan zij kennis hebben in verband met :

1°de in-, de uit- of de doorvoerverrichtingen, of de pogingen daartoe, gedaan met overtreding van de wet of de ombuigingen van goederenverkeer;

2°de vermoedelijke daders ervan.

§ 2. Ieder openbaar bestuur dat over nuttige inlichtingen beschikt betreffende verrichtingen, pogingen tot verrichtingen of ombuiging van goederenverkeer die een overtreding vormen van de in paragraaf 1 bedoelde wetgeving, is verplicht mede te werken aan de samenstelling van de dossiers door de Centrale Dienst voor Contingenten en Vergunningen".

2. Het bepaalde in paragraaf 3, tweede lid, naar luid waarvan alle aanvragen om een nieuwe vergunning die door betrokkene worden ingediend, bij wijze van bewarende maatregel in beraad worden gehouden in afwachting dat de bij artikel 12 van de wet voorgeschreven administratieve sanctie wordt genomen, gaat de bevoegdheid van de Koning te buiten. De Koning heeft in de wet, inzonderheid in artikel 12, immers geen enkele genoegzame rechtsgrond om een zodanige regel uit te vaardigen.
Derhalve moet het tweede lid van paragraaf 3 vervallen.

3. De regels vervat in paragraaf 3, eerste lid, en in de paragrafen 4 tot 6 zijn bedoeld, zoals blijkt uit het verslag aan de Koning, om voornoemd artikel 12 van de wet uit te voeren. Die wetsbepaling schrijft immers voor dat de in-, de uit- of de doorvoervergunning voor een periode van een maand tot zes maanden geweigerd kan worden aan ieder natuurlijk persoon of rechtspersoon die één van de strafbare feiten heeft gepleegd die erin worden genoemd.

Om deze bedoeling beter te doen uitkomen zou het verkieslijk zijn paragraaf 3, eerste lid, als volgt te schrijven :

"§ 3. Met het oog op de toepassing van artikel 12 van de wet, stelt de Minister van Economische Zaken, bij ter post aangetekende brief met bericht van ontvangst, betrokkene in kennis van de vastgestelde feiten welke hem ten laste worden gelegd, en deelt hem mede dat de bij die wetsbepaling voorgeschreven maatregel overwogen wordt".

Bovendien moet in de Franse tekst de uitdrukking "endéans le délai" worden verworpen. In de Franse tekst van de paragrafen 4 en 5 moet dus geschreven worden "dans le même délai" en "dans un délai de trente jours". Voorts moet in diezelfde paragrafen niet het woord "werkdagen" worden gebruikt, maar dient te worden geschreven "... dagen, zaterdagen, zondagen en wettelijke feestdagen niet inbegrepen".
Voorts schrijve men in paragraaf 4, eerste lid, "het in paragraaf 3 beoogde aangetekend schrijven ...".

In paragraaf 5 zou het daarenboven eenvoudiger zijn te schrijven :

"§ 5. Binnen dertig dagen ... na de datum van ontvangst van de in paragraaf 3 bedoelde aangetekende brief nemen de Ministers tot wier bevoegdheid Economische Zaken en Buitenlandse Handel behoren, gezamenlijk, indien daartoe grond bestaat, de in artikel 12 van de wet bedoelde maatregel en stellen zij overeenkomstig die wetsbepaling de periode vast tijdens welke de maatregel toepasselijk is".

Ten slotte behoort in paragraaf 6 te worden geschreven :

"§ 6. De Minister van Economische Zaken stelt betrokkene onmiddellijk bij ter post aangetekende brief in kennis van de beslissing.

Zij heeft gevolgen te rekenen van de in paragraaf 3 bedoelde kennisgeving".

Artikel 15.

Voorgesteld wordt de bepaling als volgt te redigeren :

"Art. 15. De tiende dag na de bekendmaking van dit besluit in het Belgisch Staatsblad treden in werking :
1°de wet van 5 augustus 1991 betreffende de in-, uit- en doorvoer van wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik dienstig materieel en de daaraan verbonden technologie;

2°dit besluit".

Slotopmerkingen.

1. In de Franse tekst moet worden geschreven "chapitre premier", "section première", "article 1er" en "§ 1er".

Voorts moet worden geschreven "sur la base", "dans le délai", "alinéa 1er" (en niet "1er alinéa").

2. Er is geen grond voor een indeling in paragrafen wanneer elk ervan slechts één enkel lid bevat.

3. Wanneer verwezen wordt naar een ander artikel van het ontwerp of naar de bijlagen, is er geen grond om de woorden "van dit besluit", respectievelijk "aan dit besluit" toe te voegen.

4. In de Franse tekst wordt te veel gebruik gemaakt van hoofdletters. Zo moet worden geschreven : "Office central des contingents et licences", "gouverneur de province", "ministres des Affaires économiques, des Affaires étrangères et du Commerce extérieur", "services de l'Inspection générale économique du ministère des Affaires économiques", "Alliance atlantique", "Office national du ducroire", enz. Zo ook moet in de Nederlandse tekst worden geschreven : "provinciegouverneur".

5. De termijnen moeten niet in cijfers, doch in letters worden aangegeven.

6. De zinsleden die aanvangen met het woord "Onverminderd ..." moeten vervallen wanneer zij verwijzen naar bepalingen die uit zichzelve van toepassing zijn.

7. In een aantal ontworpen bepalingen worden de woorden "dienen te" nutteloos gebruikt. Voorts moet de toekomende tijd worden vermeden.

Het zou aldus beter zijn te schrijven : "wordt ... gevoegd" in plaats van "dient ... te worden gevoegd", of "levert ... het bewijs" in plaats van "zal ... het bewijs moeten leveren", enz.

8. Over het algemeen laat de Nederlandse tekst van het ontwerp te wensen over. Bij wijze van mogelijke verbetering zijn in het advies een aantal tekstvoorstellen gedaan. De Nederlandse tekst zou dan ook moeten worden herzien.

DV.- 44 -L. 21.192/9.

La chambre était composée de	De kamer was samengesteld uit
Messieurs : C.-L. CLOSSET, de Heren :	président de chambre, kamervoorzitter,
R. ANDERSEN, J. MESSINNE,	conseillers d'Etat, staatsraden,
P. GOTHOT, J. van COMPERNOLLE,	assesseurs de la section de législation, assessoren van de afdeling wetgeving,
Madame: J. GIELISSEN, Mevrouw:	greffier assumé, toegevoegd griffier.
La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN. Le rapport a été présenté par M. J.-F. NEURAY, auditeur adjoint.	De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN. Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-F. NEURAY, adjunct-auditeur.
LE GREFFIER - DE GRIFFIER,	LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,
J. GIELISSEN.	C.-L. CLOSSET.